

nous espérons avoir fourni un apport valable l'an dernier lorsque le navire océanographique canadien "Hudson" a effectué la première circumnavigation des Amériques. Nous continuerons de déployer notre activité dans d'autres organismes dont nous sommes membres: l'Institut interaméricain des Administrateurs fiscaux, le Centre d'études monétaires pour l'Amérique latine, l'Institut inter-américain de statistique et l'Union postale des Amériques et d'Espagne.

Le fait que le Canada est intéressé à devenir membre de plein exercice de la Banque interaméricaine de développement est peut-être l'une des meilleures indications de la réorientation de notre politique en Amérique latine. Depuis 1964, le Canada a offert à l'Amérique latine pour 74 millions de dollars de prêts bilatéraux d'aide au développement, par l'intermédiaire d'ententes administratives conclues avec la Banque.

En conséquence, nous en sommes venus à la conclusion que si nous voulions nous associer plus étroitement à l'Amérique latine et réellement participer aux destinées de cet hémisphère, il nous fallait prendre des dispositions plus pratiques et tangibles que celles que comportait antérieurement notre entente avec la Banque. Voilà pourquoi nous voulons devenir membre de plein droit de la Banque interaméricaine de développement. Nous croyons que cette dernière est un instrument majeur d'amélioration des conditions de vie dans cette région, grâce à l'aide qu'elle offre aux nations en matière de développement de leurs ressources, de leurs économies et du mieux-être de leurs sociétés. Cela constitue à nos yeux une part absolument essentielle de la participation accrue et intensifiée du Canada, en sa qualité de nation américaine, à tel point que nous sommes disposés à y consacrer d'importantes ressources.

Les entretiens préliminaires avec la Banque et ses membres se sont terminés à la satisfaction de tous à la fin de mars, et le Canada a immédiatement présenté sa demande officielle d'adhésion. Nous espérons que les formalités de notre accession à la Charte de la Banque seront terminées à temps pour que nous soyons représentés en tant que membre de plein droit à la réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque, qui se tiendra à Quito au mois de mai de cette année.

Le Canada versera alors sa contribution au capital ordinaire de la Banque, mais il entend également apporter une importante contribution à son Fonds des opérations spéciales.

Nous sommes heureux de constater que le Président de la Banque interaméricaine de développement a déclaré que notre décision de demander l'adhésion revêtait - et j'emploie ici ses termes - une importance "extraordinaire" dans le cadre du développement économique et social de l'Amérique latine.

Le Canada se place au sixième rang des nations commer-